

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1041 le 2 septembre 2018

Dans ce numéro

À N'Djamena, quatre Tchadiens condamnés à mort pour faits de terrorisme...

(Page 2)

Des responsables des services de renseignement américains se seraient rendus secrètement à Damas...

(Page 3)

Tir de test réussi pour un missile intercepteur destiné à protéger Moscou contre des frappes spatiales...

(Page 5)

Deux contingents belges en passe d'être déployés en Lituanie dans le cadre du renforcement de l'OTAN en Europe de l'Est...

(Page 6)

Dans le nord de l'Australie, participation de la Chine à des manœuvres militaires multinationales...

(Page 7)

Au Japon, vers un renforcement notable des dispositifs de défense contre les cyberattaques...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

La Chine soupçonnée d'exploiter un centre écoute implanté à Cuba...

Le magazine *Diplomat* a publié les images satellites d'un prétendu radar ultramoderne situé près de la ville cubaine de Bejucal, dans la province de Mayabeque, à 20 km au sud de La Havane. « Près de La Havane, on aurait trouvé la couverture sphérique d'un radar destiné à intercepter les moyens de radiocommunications » écrit mercredi le quotidien *Nezavissimaïa gazeta*, se référant au magazine *Diplomat*. Ce site pourrait également servir à détecter des missiles balistiques et à espionner des satellites. Les militaires américains se demandent qui a financé l'installation de ce nouveau radar. Selon eux, c'est soit la Chine, soit la Russie. Les images satellites ne permettent pas de juger de l'implication de la Chine ou de la Russie dans la construction de cet abri pour un nouveau radar. Par ailleurs, en 2016 déjà, le sénateur républicain de la Floride, Marco Rubio, avait tiré la sonnette d'alarme concernant l'activité de Pékin sur les sites électroniques de Cuba et dénoncé publiquement la présence à Bejucal d'appareils d'écoute chinois. En février dernier, les journalistes du quotidien *Philippine Daily Inquirer* ont mis la main sur des photos d'un site militaire chinois affirmé-t-on, sur l'une des îles contrôlées par Pékin en mer de Chine méridionale. La construction sur la photo ressemble comme deux gouttes d'eau à l'abri de radar photographié à Cuba. Actuellement, la Chine devient un acteur de plus en plus notable dans l'espace géopolitique et économique latino-américain. Les relations internationales évoluent. On note un affaiblissement des positions dominantes des USA et une réduction de l'activité des pays de l'Union européenne dans la région. Dans ce contexte, Pékin cherche activement à inclure les pays d'Amérique latine dans la sphère de ses intérêts politiques, économiques et militaires. Cuba ne fait pas exception. La Havane a établi une coopération étroite avec le Venezuela et la Chine et, avec leur soutien, a commencé à sortir peu à peu du gouffre dans lequel l'île s'était retrouvée après la chute de l'URSS.

(Radio Sputnik, le 30-08-2018)

Dans le nord du Mali, un des principaux responsables du groupe État islamique tué par les forces françaises...

L'un des principaux responsables du groupe État islamique au grand Sahara (EIGS), Mohamed Ag Almouner, et deux civils ont été tués dans une opération de l'armée française, dimanche, dans la région de Ménaka, dans le nord du Mali, a annoncé lundi à Paris l'état-major français. Le groupe EIGS, actif dans la zone des trois frontières (Mali, Burkina Faso et Niger), est dirigé par Adnan Abou Walid Sahraoui, un transfuge d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, qui a aussi codirigé le Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'ouest (MUJAO), un groupe islamiste malien.

(La voix de l'Amérique, le 28-08-2018)

À Mindanao, deux morts et plusieurs blessés après l'explosion d'une bombe artisanale lors d'un festival de rue...

Aux Philippines, sur l'île de Mindanao, deux personnes, dont un enfant, ont été tuées dans l'explosion d'une bombe artisanale lors d'un festival de rue. Une quarantaine de personnes ont par ailleurs été blessées. La police a ouvert une enquête pour savoir s'il s'agit d'un acte terroriste. Des médias locaux rapportent qu'une moto stationnée près du site a explosé dans la nuit de mardi. Il n'y aurait pas eu d'autre déflagration. La police pense qu'un groupe militant affilié à l'État islamique pourrait être derrière l'attaque. Ce groupe local est hostile à l'établissement d'une zone autonome sur Mindanao. Une loi visant à la création de cette zone a été mise en application le mois dernier, suite à un accord passé en 2014 entre le gouvernement et des groupes militants islamistes. Des groupes rebelles sont actifs depuis des décennies sur l'île de Mindanao, rendant la situation instable. Pour l'heure, l'attaque n'a pas été revendiquée.

(Radio Japon international, le 29-08-2018)

En Afghanistan, un chef du groupe État islamique tué dans une frappe de missiles tirés par les forces de l'OTAN...

Le chef du groupe État islamique en Afghanistan a été tué par des missiles à longue portée tirés par les forces de l'OTAN dans la province de Nangarhar, dans l'est, a annoncé lundi l'armée afghane. « Abou Saad Erhabi et quatorze autres activistes de l'État islamique ont été tués dimanche lors d'une frappe de missiles sur des repaires du groupe à Waziri Tangai, dans le district de Khogyani » a indiqué dans un communiqué le 201^e corps Selab, basé dans la région. Sept djihadistes ont également été blessés après cette frappe menée dans ce district montagneux situé au sud-ouest de Jalalabad, le chef-lieu provincial, ajoute le communiqué. Deux postes de commandement de l'État islamique et une grande quantité d'explosifs et d'armements ont été détruits à cette occasion. Erhabi est le quatrième chef de l'État islamique en Afghanistan tué depuis la mi-2017 dans l'est du pays, selon des responsables locaux. Le district de Khogyani a été souvent le théâtre d'affrontements acharnés entre les forces de sécurité et les islamistes, forçant des milliers de villageois à fuir vers des lieux plus sûrs. L'État islamique, qui est apparu au début de l'année 2015 dans la province de Nangarhar, n'a pas fait de commentaires pour l'heure.

(Radio Chine internationale, le 27-08-2018)

Un membre présumé du groupe État islamique tué par une frappe américaine dans le nord-ouest de la Libye...

Un membre présumé du groupe Daesh a été tué par une frappe aérienne hier en Libye. Un raid américain qui a visé la ville de Bani Walid, dans le nord-ouest du pays. Cette opération a été menée en coordination avec les autorités libyennes.

(Médi-1, le 29-08-2018)

À N'Djamena, quatre Tchadiens condamnés à mort pour faits de terrorisme...

Quatre Tchadiens ont été condamnés à mort hier pour faits de terrorisme dans l'assassinat, le 14 juin à N'Djamena, d'une commerçante chinoise installée au Tchad. Les meurtriers doivent donc être exécutés, a indiqué à l'AFP le ministre de la Justice Djimet Arabi, après la décision de la Cour d'appel. « Ils ont dix jours pour faire un pourvoi en cassation ou demander la grâce du président de la République » a précisé le ministre. Le Tchad a aboli, fin 2016 la peine de mort, à l'exception des affaires de terrorisme.

(La voix de l'Amérique, le 28-08-2018)

Au moins sept morts après l'explosion d'un engin artisanal dans l'est du Burkina Faso...

Un engin artisanal a explosé au Burkina Faso dans la nuit de lundi à mardi, à une trentaine de kilomètres de Fada N'Gourma, dans l'est du pays. Au moins sept membres des forces de sécurité burkinabées ont été tués dans cette attaque. On compte aussi six blessés dont deux dans un état critique. D'après le gouvernement du Burkina Faso, leur véhicule a sauté sur une mine. Ces gendarmes et militaires se rendaient en urgence à Pama où une gendarmerie venait d'être attaquée par des hommes armés.

(Médi-1, le 29-08-2018)

Vers l'apparition d'un nouveau front djihadiste au Burkina Faso...

Le Burkina Faso, membre du G5 Sahel, fait face à une résurgence de la violence. Dans l'est du pays, hier, un camp présidentiel a été la cible d'une attaque à Kompienbiga. À quelques kilomètres de là, c'est la gendarmerie de Pama qui a été prise pour cible mardi. Sept militaires avaient perdu la vie dans une embuscade. L'attaque aurait commencé vers 20 heures au campement de Kompienbiga, au cœur de la réserve forestière de Pama, des détonations et des tirs nourris ont été entendus sur place. Les individus auraient également mis le feu à la zone. Plusieurs heures après le début de l'attaque, les forces de sécurité ont pu donner l'assaut. D'après la presse locale, les assaillants avaient miné la zone rendant difficile l'intervention de l'armée. Côté gouvernement pas de réaction ni de bilan officiel. La zone de chasse de Kompienbiga était le campement présidentiel de l'ancien dirigeant Blaise Compaoré. Ces dernières semaines, les attaques se multiplient dans l'est du pays. Certains observateurs craignent même l'apparition d'un nouveau front djihadiste.

(Médi-1, le 31-08-2018)

Des membres du groupe État islamique seraient en passe d'être envoyés à Guantanamo, selon la presse américaine...

Selon la presse américaine, Washington pourrait envoyer des djihadistes de l'État islamique dans la prison de Guantanamo, sur l'île de Cuba. Cette fameuse prison n'a pas eu de nouvelles arrivées depuis 2008 et l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. Une quarantaine de prisonniers s'y trouvent encore, dont plusieurs terroristes liés aux attentats du 11 septembre.

(Radio Vatican, le 31-08-2018)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

L'arrestation de plusieurs dizaines d'espions annoncée par le ministre iranien des Renseignements...

Téhéran annonce avoir arrêté des dizaines d'espions. Le ministre iranien des Renseignements précise que son pays est visé par de nombreuses tentatives d'espionnage. L'Iran veut maintenant limiter l'accès des binationaux à des fonctions officielles dans le pays. Et selon le ministre des Renseignements, le groupe État islamique continue d'être une menace pour Téhéran. Selon Mahmoud Alavi, 230 cellules terroristes ont été démantelées au cours de l'année écoulée.

(Médi-1, le 29-08-2018)

Des responsables des services de renseignement américains se seraient rendus secrètement à Damas...

Une délégation de hauts responsables du renseignement américain se serait rendue fin juin à Damas afin de rencontrer leurs collègues des services de sécurité syriens, affirme le quotidien libanais *Al-Akhbar*. Selon le média proche du mouvement libanais Hezbollah, la délégation américaine est arrivée à Damas à bord d'un avion privé appartenant aux Émirats arabes unis. Dans la capitale syrienne, elle a été accueillie par le chef de la sécurité nationale Ali Mamlouk accompagné de Mohammed Dib Zaitoun, chef de la Direction générale de la sécurité syrienne, et Mufak Asaad, numéro deux de l'état-major syrien. D'après le journal libanais, la rencontre aurait duré quatre heures. À en croire *Al-Akhbar*, lors des négociations, la délégation américaine a évoqué l'éventualité du retrait de ses troupes du territoire syrien, énonçant trois conditions. La première, le retrait des militaires iraniens du sud syrien. La deuxième, les garanties de concessions pétrolières dans l'est de la Syrie pour les sociétés américaines. Et la troisième, des informations complètes sur les groupes terroristes opérant en Syrie, en particulier les combattants étrangers susceptibles de regagner les pays occidentaux. En réponse, Ali Mamlouk aurait évoqué les liens serrés avec l'Iran. Concernant la participation des sociétés américaines dans l'industrie pétrolière, le responsable syrien aurait affirmé que ce sujet pourra être abordé en période de reconstruction du pays. Toujours selon *Al-Akhbar*, à l'issue de la rencontre, les parties se sont entendues à poursuivre les contacts via le canal russo-émirati.

(Radio Sputnik, le 29-08-2018)

Aux États-Unis, la FEMA se préparerait à faire face à une attaque coordonnée mêlant explosion nucléaire et cyberattaque...

Le renseignement US se préparerait aux catastrophes, y compris d'origine nucléaire, selon *BuzzFeed News* qui se réfère au porte-parole de la Federal Emergency Management Agency (FEMA, Agence

fédérale des situations d'urgence), écrit jeudi le site d'information *Vestifinance.ru*. La transition entre l'usage d'engins nucléaires réduits, qui pourraient être utilisés par des terroristes solitaires, et les explosions thermonucléaires organisées par des entités étatiques a été évoquée à Washington le 23 août 2018, affirme le site. Selon le chef des divisions nucléaire, biologique et chimique de la FEMA Luis Garcia, l'agence étudie également des scénarios éventuels selon lesquels une bombe nucléaire, une cyberattaque, une impulsion électromagnétique coordonnées et une arme biologique toucheraient les USA en même temps. Jusqu'à présent, la FEMA possédait un plan d'action en cas d'explosion nucléaire d'une puissance comprise entre 1 et 10 kilotonnes, ce qui est inférieur aux bombes atomiques lancées en 1945 sur Hiroshima et Nagasaki ayant tué plus de 200 000 personnes. Une faible détonation d'un engin explosif artisanal était le scénario le plus probable après les attentats de New York et de Washington du 11 septembre 2001. Cependant, l'an dernier, la Corée du Nord a procédé aux essais d'une bombe thermonucléaire d'une puissance de 250 kilotonnes, ce qui équivaut à une ogive des missiles intercontinentaux américains. Les essais nord-coréens ont particulièrement alarmé le Pentagone. Dans le cadre du programme *Duck and Cover* (« *Baisse-toi et mets-toi à couvert* ») qui existait encore à l'époque de la Guerre froide, l'accent était mis sur les abris et les réserves stratégiques de médicaments et de nourriture. À présent, les réserves étatiques disposent essentiellement de médicaments et de matériaux médico-sanitaires pour soigner le mal des radiations, mais de très peu de dispositifs anti-brûlures. Les spécialistes médicaux de l'Association américaine des brûlures sont préoccupés par le faible nombre d'experts en brûlures dans le pays, notamment pour soigner les enfants

(*Radio Sputnik, le 31-08-2018*)

En Corée du Sud, le Commandement de soutien à la sécurité militaire succède officiellement au Commandement de la sécurité de défense...

Le Commandement de soutien à la sécurité militaire, qui remplace le Commandement de la sécurité de défense (DSC), a vu le jour aujourd'hui. Il sera dirigé par Nam Young-sin, actuel et dernier chef du DSC. La création de ce nouvel organe entraîne la diminution du nombre d'effectifs. Le DSC emploie actuellement 4 300 personnes, alors que le nouveau commandement n'en gardera que quelque 2 900. Dans ce cadre, le ministère de la Défense a ordonné le retour de 750 cadres du DSC vers leur corps d'armée d'origine. Parmi eux, 240 sont impliqués dans trois actes illégaux, à savoir la rédaction du document lié à la loi martiale, la surveillance des familles de victimes du naufrage du ferry *Sewo* et la manipulation de commentaires sur internet. Autre changement : le nombre de soldats mobilisés dans le cadre du nouveau DSC passera de 1 300 à 580. Cependant, cette réduction se fera naturellement avec le départ des militaires ayant terminé leur service. Présidée par Song Young-moo, ministre de la Défense, la cérémonie d'inauguration du Commandement de soutien à la sécurité militaire a eu lieu ce matin à 8h30 dans son bureau situé à Gwacheon, dans la province du Gyeonggi.

(*KBS World Radio, le 01-09-2018*)

... MILITAIRE ...

Important dispositif naval russe déployé en Méditerranée...

Plus de vingt-cinq navires russes et trente avions de guerre participeront aux manœuvres militaires en Méditerranée du 1er au 8 septembre, a annoncé jeudi le ministère russe de la Défense, après les menaces proférées par les pays occidentaux de bombarder de nouveau la Syrie. La force navale comprendra des navires des flottes du Nord de la Russie, de la mer Baltique, de la mer Noire et de la flottille de la Caspienne, et sera menée par le croiseur *Maréchal Ustinov*, a indiqué le ministère russe dans un communiqué. La force aérienne sera composée des bombardiers stratégiques Tu-160, des aéronefs anti-sous-marins Tu-142MK et Il-38, et des avions de combat Su-33 et Su-30SM. L'ambassade russe aux États-Unis a déclaré sur *Facebook* que l'ambassadeur Anatoly Antonov avait rencontré en début de semaine le représentant spécial américain pour la Syrie, James Jeffrey, et le secrétaire assistant, David Satterfield. M. Antonov a alors fait part des inquiétudes de Moscou face aux potentielles nouvelles frappes américaines sur la Syrie, sous prétexte d'utilisations possibles d'armes chimiques par le gouvernement syrien. « Nous avons dit aux Américains de ne pas entreprendre une autre agression sans fondement et illégale contre la Syrie. Cette nouvelle aggravation en Syrie ne servirait les intérêts nationaux de personnes et seuls les terroristes en profiteraient » a assuré M. Antonov.

(*Radio Chine internationale, le 31-08-2018*)

Les prochaines manœuvres militaires russes *Vostok-2018* inquiètent l'OTAN...

Inquiétude de l'OTAN après l'annonce de nouvelles manœuvres militaires russes qui auront lieu en septembre dans l'est du pays avec la participation des troupes chinoises. Il s'agit en effet des exercices militaires les plus importants depuis la Guerre froide. Preuve pour l'Alliance Atlantique que Moscou se prépare à des conflits de grande envergure. 300 000 hommes, 1 000 avions, hélicoptères et drones ainsi que les flottes du Nord et du Pacifique seront mobilisés pour l'exercice *Vostok-2018* qui aura lieu du 11 au 15 septembre en Sibérie orientale et dans l'Extrême-Orient russe. Sergueï Choïgou, ministre de la Défense, s'est félicité de voir 36 000 engins militaires se déplacer en même temps. Alors que les relations entre la Russie et l'Europe sont mal en point, et au plus bas avec les États-Unis, cette démonstration de force inquiète l'OTAN qui redoute une agression russe depuis plusieurs années. Ces manœuvres sont en effet les plus importantes depuis 1981 sous Brejnev et si Moscou met en avant le caractère défensif de *Vostok-2018* c'est aussi l'occasion pour la Russie de montrer son irritation devant le renforcement récent de l'Alliance Atlantique dans les pays Baltes, la Pologne et d'autres anciens membres du Pacte de Varsovie. Ce qui n'a pas empêché la Russie d'inviter les représentants des membres de l'OTAN à venir observer ces manœuvres auxquelles participeront également des contingents chinois et mongols. Selon plusieurs experts russes cités par les médias, la stratégie, les capacités de mobilisation et la mobilité seront tour à tour particulièrement analysés.

(Radio Vatican, le 29-08-2018)

Tir de test réussi pour un missile intercepteur destiné à protéger Moscou contre des frappes spatiales...

Le ministère russe de la Défense a fait part du test réussi d'un nouveau système de défense anti-missile modernisé des Forces aérospatiales russes, destiné notamment à protéger la ville de Moscou contre des frappes aériennes et spatiales. Selon la déclaration du ministère russe de la Défense, le nouveau missile intercepteur, depuis le polygone Sary-Chagan au Kazakhstan, a réussi la mission et atteignant sa cible en temps voulu l'a touchée avec précision, a annoncé le service de presse du ministère russe de la Défense. Selon les médias russes, ce nouveau missile est capable de se déplacer à une vitesse de quatre kilomètres par seconde (soit 14 400 km/h), et peut détruire un missile ennemi à une distance très éloignée du site protégé. Il s'agissait là du cinquième test du missile, le premier s'étant déroulé le 24 novembre 2017, les second et troisième le 12 février et le 2 avril 2018 et enfin, le quatrième, le 20 juillet dernier. En avril, le ministère russe de la Défense a annoncé qu'un nouveau système de missiles antibalistiques conçu pour protéger Moscou contre les attaques aériennes et spatiales, ainsi que pour mener à bien des missions d'alerte aux missiles et de contrôle de l'espace, avait été testé avec succès au Kazakhstan.

(Press TV, le 30-08-2018)

Les États-Unis prépareraient une action militaire contre la Corée du Nord, selon le *Rodong Sinmun*...

Un article paru lundi 26 août dans le quotidien officiel *Rodong Sinmun* rapporte qu'en pleine négociations mensongères pour la paix, les États-Unis se préparent pour une attaque militaire contre la Corée du Nord. « Derrière les sourires mensongers de paix affichés par les autorités américaines, Washington se prépare, selon des sources bien placées, pour une intervention militaire contre la Corée du Nord » précise ce quotidien. « La Maison-Blanche a dramatiquement intensifié la préparation d'une solution militaire au cours des derniers mois. La diplomatie ne fonctionne pas » indiquent ces sources bien placées citées par *Rodong Sinmun*. « Les militaires américains se livrent à des agissements forts dangereux dans la région suscitant des inquiétudes » toujours selon le quotidien *Rodong Sinmun*, organe officiel du Parti des travailleurs au pouvoir en Corée du Nord. « Les États-Unis envisagent d'organiser des manœuvres militaires dans la région, des manœuvres qui mettent en danger les négociations en cours entre Washington et P'yongyang » a averti le journal. Tout cela intervient à un moment où Donald Trump a annulé la visite de son secrétaire d'État Mike Pompeo en Corée du Nord.

(Press TV, le 27-08-2018)

Les robots tueurs, sujet principal d'une réunion au siège des Nations unies, à Genève...

Une conférence onusienne discute de la possibilité d'interdire les armes autonomes connues sous le nom de « robots tueurs », contrôlées par l'intelligence artificielle. Des responsables gouvernementaux et des experts de plus d'une centaine de pays participent à la conférence qui s'est ouverte lundi à Genève au siège européen des Nations unies. Les discussions se concentrent sur la façon de

réglementer le développement d'armes autonomes fonctionnant grâce à l'intelligence artificielle. L'ambassadeur autrichien Thomas Hajnoczi a déclaré que laisser à des machines le soin de décider de la vie et de la mort est contraire à l'éthique. Il a souligné que les décisions humaines devraient toujours intervenir afin de protéger l'éthique et les lois. Ses inquiétudes ont été partagées par d'autres représentants qui ont appelé à de nouvelles restrictions sur le développement des armes autonomes. Kazuhiro Nakai, le représentant japonais à la Conférence sur le désarmement, a adopté une approche plus prudente concernant une interdiction. Selon lui, si l'intelligence artificielle est utilisée de façon appropriée, elle peut augmenter la précision de l'identification et l'attaque de cibles et réduire les dégâts collatéraux et l'erreur humaine. Les discussions de la conférence onusienne se termineront vendredi.
(*Radio Japon international, le 28-08-2018*)

Au Japon, un nouveau système de défense antimissile considéré comme nécessaire, selon le rapport annuel sur la Défense...

Le rapport annuel du Japon sur la Défense met l'accent sur la nécessité d'introduire un nouveau système de défense antimissile, mentionnant les menaces nucléaires et de missiles posées par la Corée du Nord. Le Livre blanc a été présenté mardi au gouvernement. Il fait remarquer l'importance du fait que le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un s'est engagé sans ambiguïtés à dénucléariser la péninsule coréenne lors de son sommet du 12 juin avec le président américain Donald Trump. Le document rappelle néanmoins que le Nord reste une menace sans précédent, sérieuse et immédiate. Il mentionne le déploiement par le pays de missiles balistiques susceptibles d'atteindre le Japon, et son programme nucléaire et de développement de missiles qui montrent une capacité opérationnelle croissante. Le rapport précise que le Japon s'apprête à renforcer ses capacités pour contrer les attaques de missiles balistiques et que l'introduction du nouveau système de défense antimissile *Aegis Ashore* basé à terre améliorera dans une grande mesure la défense de la nation. Le document décrit la Chine comme posant un problème sécuritaire pour la région et le reste du monde, expliquant que Pékin intensifie unilatéralement ses activités dans des zones autour du Japon. La Chine intensifie en effet ses activités maritimes en mer de Chine méridionale et dans d'autres eaux.
(*Radio Japon international, le 28-08-2018*)

Au Japon, vers une augmentation notable du budget de la Défense...

Le ministère japonais de la Défense prévoit de réclamer un budget record pour régler des questions liées à la sécurité, notamment le programme nord-coréen de missiles balistiques et les activités maritimes chinoises. Le ministre de la Défense, Itsunori Onodera, et les responsables de son ministère ont décidé vendredi de réclamer un budget de 47,7 milliards de dollars pour la prochaine année fiscale, qui commence en avril 2019. Il s'agit d'une augmentation de 2,1% par rapport au budget initial pour l'année en cours. La requête est justifiée par la nécessité de trouver des fonds pour acquérir un système sol-air de défense antimissile, le *Aegis Ashore*. Le ministère prévoit l'installation de deux unités de ce genre au cours des cinq prochaines années, à compter d'avril 2019. Le ministère avait préalablement estimé que chaque unité d'*Aegis Ashore* coûterait 720 millions de dollars, mais cette estimation a grimpé à 1,2 milliard de dollars. Le ministère a renoncé à certaines fonctions du système pour en abaisser le coût, mais chaque unité est estimée à un coût légèrement supérieur à 1,1 milliard de dollars.
(*Radio Japon international, le 31-08-2018*)

Deux contingents belges en passe d'être déployés en Lituanie, dans le cadre du renforcement de l'OTAN en Europe de l'Est...

L'armée belge dépêchera, début septembre et pour quatre mois, deux contingents, l'un terrestre et l'autre aérien, en Lituanie dans le cadre du renforcement de la présence militaire de l'OTAN en Europe de l'Est. L'objectif déclaré est de dissuader la Russie de toute velléité d'agression, a appris l'agence *Belga* de source militaire. La Belgique participe depuis 2017 au renforcement du flanc oriental de l'Alliance Atlantique face à la Russie, qui se traduit par le déploiement par rotation de quatre bataillons multinationaux dans les trois Pays Baltes, Estonie, Lituanie et Lettonie, ainsi qu'en Pologne, sous l'appellation *Enhanced Forward Presence*. Il s'agit de la huitième participation belge à la mission BAP ou à son volet renforcé en 2014, à la suite de l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée par Moscou, l'*Enhanced Air Policing Mission*.
(*Press TV, le 30-08-2018*)

En Allemagne, importantes difficultés de recrutement pour la Bundeswehr...

L'an passé, la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, a annoncé que les effectifs de la Bundeswehr passeraient de 179 000 à 198 000 militaires d'ici 2024. En termes de recrutement, le défi est immense, sachant que, outre-Rhin, le métier de soldat n'a pas vraiment bonne presse. Ainsi en 2017, 21 000 postes étaient vacants au sein de la Bundeswehr et d'ici 2030 la moitié des militaires allemands d'active partira à la retraite. Outre la question démographique, le faible taux de chômage outre-Rhin n'aide pas à régler les problèmes de recrutement, notamment pour les spécialités les plus courues comme celles liées à la cybersécurité. Cet été, le Parti démocrate chrétien CDU-CSU a mis sur le tapis le retour de la conscription suspendue en 2011. Si cette idée a les faveurs de plus de 55% de l'opinion publique allemande, elle n'enchant pas spécialement la Bundeswehr comme l'a expliqué son chef d'état-major le général Eberhard Zorn dans un long entretien accordé au quotidien *Die Zeit*. Depuis la fin de la conscription, 10 000 jeunes en passe d'atteindre leur majorité ont ainsi été recrutés par la Bundeswehr et cette tendance s'est accélérée ces derniers mois. Ainsi en 2017, ils ont été 2 128 à souscrire un engagement militaire, soit 11,4% de plus par rapport à l'année précédente et ce qui représente 9% des recrues. Sur *Facebook* la Bundeswehr réunit plus de 420 000 personnes, soit autant que la page « armée française opérations militaires ». (*Press TV, le 30-08-2018*)

En octobre, la Chine organisera des exercices militaires avec les dix pays de l'ASEAN...

Le ministère chinois de la Défense nationale a annoncé jeudi des plans d'échanges et de coopération militaires avec différents pays et organisations. La Chine organisera des exercices militaires avec les pays de l'ASEAN en octobre, au large de la ville de Zhanjiang, dans la province chinoise du Guangdong, a annoncé le porte-parole du ministère, Wu Qian, ajoutant que la Chine et les dix pays de l'ASEAN participeraient tous à ces exercices. Les exercices incluent l'application du code pour les rencontres imprévues en mer, ainsi que des opérations de recherche et de sauvetage maritimes, a noté M. Wu. La Chine renforcera également la coopération militaire avec l'Afrique dans les domaines de la formation du personnel, des équipements, du maintien de la paix, de la santé et dans d'autres domaines, a-t-il poursuivi. Il a ajouté que la Chine aiderait à renforcer l'auto-développement des capacités de sécurité de l'Afrique et s'efforcerait d'ouvrir un nouveau chapitre dans les relations militaires Chine-Afrique. L'armée chinoise participera aux exercices stratégiques *Vostok-2018* en Russie, a-t-il indiqué, notant que le déploiement du personnel et des équipements pour ces exercices était en cours. Le 8e Forum de Xiangshan se tiendra à Beijing du 24 au 26 octobre, a-t-il ajouté. (*Radio Chine internationale, le 31-08-2018*)

Dans le nord de l'Australie, participation de la Chine à des manœuvres militaires multinationales...

Des manœuvres militaires multinationales orchestrées par l'Australie ont débuté vendredi, avec la participation inédite de la Chine. Ces exercices se déroulent une fois tous les deux ans à Darwin, dans le nord de l'Australie. Cette année, 24 navires, 21 avions et plus de 3 000 soldats de 27 pays sont mobilisés. La Chine a déployé une frégate de la marine qui prendra part aux opérations de navigation et d'approvisionnement, mais pas aux exercices de tirs à balles réelles. Selon le responsable de la flotte australienne, l'amiral Jonathan Mead, la Chine peut contribuer à la mise en place d'un mécanisme de collaboration si elle s'unit à d'autres pays. Il a dit espérer que ces manœuvres aideront à tisser une relation de confiance entre toutes les nations impliquées et favoriseront des coopérations mutuelles. L'Australie fustige la construction et la militarisation d'îles artificielles en mer de Chine méridionale. Elle invite donc l'armée chinoise à participer aux manœuvres dans une volonté apparente d'apaiser les tensions liées aux prétentions maritimes de Pékin. (*Radio Japon international, le 01-09-2018*)

... CYBERGUERRE ...

Les données personnelles de milliers de militaires israéliens piratées et revendues à des sociétés de marketing...

Israel Securities Authority (ISA) a publié, le dimanche 26 août, un rapport révélant que des informations personnelles concernant des milliers de soldats de l'armée israélienne avaient été volées à des serveurs de l'armée et vendues à des parties tierces. Selon *Hadashot TV*, quatre suspects appartenant à l'unité *Meitav* de l'armée israélienne ont piraté une base de données qui contenait les informations de

milliers de soldats entre 2011 et 2014. Les données, accessibles grâce à un programme informatique développé par les hackers, contenaient les coordonnées des soldats et de leurs proches. Elles ont ensuite été vendues à des sociétés de marketing et à d'autres parties. Le groupe de hackers a vendu des informations personnelles des soldats de l'armée israélienne pendant des années sans être identifiés ni arrêtés, mais lorsque les plaintes des soldats se sont multipliées concernant l'augmentation du nombre d'appels de marketing qu'ils recevaient, le ministère israélien de la Justice a décidé d'ouvrir une enquête à ce propos. Les maisons des suspects ont été fouillées par la police et ils ont ensuite été interrogés à ce sujet. « Lorsque des informations personnelles sont collectées auprès des personnes dans le cadre de leur service militaire, l'armée a le devoir de protéger leur vie privée » a déclaré Alon Bachar, chef de l'unité de protection de la vie privée de l'ISA.
(Press TV, le 27-08-2018)

Au Japon, vers un renforcement notable des dispositifs de défense contre les cyberattaques...

Les responsables du gouvernement japonais sont soumis à une pression grandissante pour préparer l'archipel à accueillir les Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo en 2020. Ils indiquent que les financements font gravement défaut dans le domaine de la cybersécurité. Le secrétariat du gouvernement sollicite 38 millions de dollars pour la prochaine année fiscale afin de renforcer les dispositifs de défense contre les cyberattaques. Il s'agit d'une augmentation de 70% par rapport à cette année. Certains des fonds financeraient la mise en place d'un nouveau bureau capable de partager des informations avec les organisateurs des Jeux, les autorités locales et des entreprises. Les responsables souhaitent également demander à des experts indépendants d'évaluer la vulnérabilité des infrastructures nippones. Les autorités craignent que des hackers ne visent les réseaux électriques et de transport, et les réserves d'eau.
(Radio Japon international, le 30-08-2018)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67

<http://twitter.com/renseignor>

